

Appel à renforcer les solidarités et les soutiens contre la répression et les violences policières

Les Nuit Debout et le mouvement contre la loi Travail continuent avec des blocus, des manifestations, des actions de grève et des occupations. Le gouvernement y oppose une répression systématique : manifestations empêchées, dispositifs policiers démesurés, provocations policières, humiliations et menaces dans les commissariats, contrôles judiciaires, perquisitions, gardes à vue, comparutions immédiates, peines de prison fermes, gazages et matraquages systématiques, évacuations violentes, tirs de Flash-Ball et de grenades de désencerclement, drones et hélicoptères permanents, passages et interpellations, interdiction de manifester, détentions préventives, assignations à résidence, tandis que les chefs d'inculpation s'alourdissent (tentative d'homicide volontaire, association de malfaiteurs...).

Ces politiques répressives et les violences policières sont à l'œuvre depuis longtemps dans les quartiers populaires et continuent de toucher particulièrement les pauvres, les précaires, les jeunes, celles et ceux désignés comme Arabes, Noirs, Roms, musulman.e.s, migrants et migrantes, sans-papiers.

La même violence est à l'œuvre pour discréditer nos mobilisations et bâillonner nos revendications, visant sans distinction, celles et ceux qui luttent, syndiqués ou non.

Ce gouvernement veut passer en force sa politique libérale. Il cherche à casser les pratiques de solidarité et de luttes collectives ainsi que les tentatives de réappropriation des espaces publics.

Nous dénonçons la criminalisation du mouvement social et la politique sécuritaire du gouvernement, amplifiées par l'État d'urgence et relayées par les médias aux ordres.

Nous condamnons fermement les arrestations, les gardes à vue, tout autant que les comparutions immédiates, symboles d'une justice de classe.

Les signataires de l'appel considèrent qu'il est temps que cesse la répression et agissent pour :

- la défense du droit de grève, de réunion et de manifestation ;
- l'arrêt des violences policières ;
- l'abandon immédiat des poursuites judiciaires et la libération immédiate et sans condition de toutes les personnes emprisonnées ;
- l'abandon des sanctions disciplinaires, administratives, pédagogiques contre les lycéenEs et les étudiantEs, les salariéEs investiEs dans les mobilisations contre le projet de loi Travail ;
- l'appel à des rassemblements de soutien devant les lycées, les tribunaux, les commissariats et les centres de rétention ;
- l'appel à coordonner les différentes initiatives (Legal Team, Défense Collective, comités de soutiens, collectifs de familles...) ;
- collecter des soutiens financiers.

Premiers signataires : Association Amélior, CGA, CIP IDF, CNT, Collectif pour la Libération de Georges Abdallah, Comité du 18 mai, Emancipation Tendence Intersyndicale, Ensemble !, Femmes Egalité, FERC Sup CGT de Paris 8, NPA, PCOF, Sud Education 92, Sud Education 93, Urgence Notre Police Assassine, Justice pour Ali Ziri...

**Réunion tous les mardis à 18h à la Bourse du Travail de Paris
3 rue du Château d'eau - M° République
Contact : stoprepression@riseup.net**